



### **MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

*Conclu en application de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale, et conformément et des articles L.2123-1, L.2125-1, R.2123-1 3° et suivants, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique*

### **REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)**

**MAPA N°04 /2025**

### **MISSION DE CONSEIL, D'ASSISTANCE ET DE REPRESENTATION JURIDIQUE – 14 LOTS**

**Lot n°1 à 5** : Mission de conseil et de rédaction de conclusions, de représentation devant les juridictions civiles : pôle social du tribunal judiciaire dans les ressorts géographiques suivants :

Lot n°1

Ressort des tribunaux judiciaires des départements 04 et 05

Lot n°2

Ressort des tribunaux judiciaires des départements 13

Lot n°3

Ressort des tribunaux judiciaires du département 84.

Lot n°4

Ressort des tribunaux judiciaires du département 06.

Lot n°5

Ressort des tribunaux judiciaires du département 83

**Lot n°6** : Mission de conseil, de rédaction des conclusions et/ou de représentation de l'Urssaf Paca pour les dossiers à enjeux devant le pôle social des tribunaux judiciaires en première instance et/ ou en cour d'appel et / ou en cour d'appel de renvoi après cassation dans le ressort géographique de l'Urssaf Paca.

**Lot n°7 à 12** : Tribunal de commerce, contentieux de l'exécution (juge de l'exécution ou équivalent), tribunal des activités économiques TAE, tribunal civil statuant en matière commerciale et cour d'appel y afférente : Mission de conseil, de rédaction des conclusions et de représentation lorsque le recours à un avocat est obligatoire ou sur demande de l'Urssaf Paca en fonction des besoins dans les ressorts géographiques suivants

Lot n°7 Département 04 – cour d'appel d'Aix en Provence.

Lot n°8 Département 13 – cour d'appel d'Aix en Provence.

Lot n°9 Département 83 – cour d'appel d'Aix en Provence.

Lot n°10 Département 05 – cour d'appel de Grenoble.

Lot n°11 Département 84 – cour d'appel de Nîmes.

Lot n°12 Département 06 – cour d'appel d'Aix en Provence.

**Lots n°13** : Tribunal de commerce, contentieux de l'exécution (juge de l'exécution ou équivalent), tribunal des activités économiques TAE, tribunal civil statuant en matière commerciale et cour d'appel:

1. Mission de conseil, de rédaction des conclusions et de représentation pour les dossiers à enjeux dans le ressort géographique de l'Urssaf Paca.

2. Mission de conseil quant à la prise de garantie (droit des suretés) au bénéfice de l'Urssaf Paca

**Lot n°14** : Tribunal administratif et cour d'appel : Mission de conseil, de rédaction des conclusions et de représentation lorsque cette dernière est obligatoire ou sur demande de l'Urssaf Paca dans le ressort géographique de l'Urssaf Paca.

**Pouvoir adjudicateur :**

URSSAF PACA HD  
20 avenue Viton TSA 99999  
13287 Marseille Cedex 09

**Date limite de remise des offres :  
Vendredi 16/05/2025 à 12h00**

**Date et heure limites de réception des questions et demandes de renseignements :**

**Mardi 6 mai 2025 à 12h00**

**Date et heure limites des réponses aux questions:**

**vendredi 9 mai 2025 à 16h00**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – ORGANISME CONTRACTANT .....	- 3 -
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE ET DECOMPOSITION EN LOTS .....	- 3 -
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE .....	- 4 -
ARTICLE 4 - MODALITES FINANCIERES .....	- 5 -
ARTICLE 5 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	- 6 -
5.1 Type de marché et étendue de la consultation .....	- 6 -
5.2 Groupement et variante .....	- 7 -
5.3 Négociation .....	- 8 -
5.4 Délai de validité des offres .....	- 8 -
5.5 Réalisation des prestations .....	- 8 -
5.6 Modification de détail au dossier de consultation .....	- 8 -
ARTICLE 6 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	- 8 -
ARTICLE 7 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	- 9 -
ARTICLE 8 – CRITERES DE JUGEMENT .....	- 9 -
8.1 Examen des candidatures .....	- 9 -
8.2 Jugement des offres .....	- 9 -
ARTICLE 9 – PRESENTATION DES OFFRES .....	- 10 -
9.1 Au titre de la candidature .....	- 11 -
9.2. Au titre de l'offre .....	- 12 -
9.3 Attribution du marché .....	- 12 -
ARTICLE 10 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES .....	- 12 -
10.1 TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE .....	- 12 -
10.2 COPIE DE SAUVEGARDE .....	- 13 -
ARTICLE 11 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	- 13 -
ARTICLE 12 -PROCEDURES DE RECOURS .....	- 14 -

## **ARTICLE 1 – ORGANISME CONTRACTANT**

**1 - 1** Les parties contractantes sont :

L'URSSAF PACA,

**URSSAF PACA**  
**20 avenue Viton**  
**13299 MARSEILLE CEDEX 20.**

désignée par l'expression "L'URSSAF".

Et,

L'ENTREPRISE qui sera titulaire du marché, désignée par l'expression "le TITULAIRE".

**1 - 2** : Le comptable assignataire des paiements est Monsieur le Directeur Comptable et financier de l'URSSAF PACA.

## **ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ ET DECOMPOSITION EN LOTS**

Le présent marché a pour objet une mission de conseil, d'assistance, de rédaction des conclusions et de représentation de l'Urssaf Paca auprès des juridictions civiles, commerciales et administratives et des cours d'appels afférentes.

Il est tout particulièrement indiqué aux candidats que les demandes de conseils ainsi que les contentieux intervenus avant la date de notification du présent marché restent à la charge de l'avocat désigné pour le traitement de ces prestations. Seul un dessaisissement exprès de ce dernier par le pouvoir adjudicateur pourra permettre de confier la prestation au nouveau titulaire.

Le titulaire doit se montrer très réactif et répondre dans les meilleurs délais aux demandes du pouvoir adjudicateur.

En outre, le titulaire doit à titre d'expert, assister le pouvoir adjudicateur, au cours de toutes réunions.

### **Lot n°1 à 5**

Le titulaire procède aux missions de conseils, de rédaction des conclusions et de représentations devant les juridictions civiles : pôle social du tribunal judiciaire et audiences civiles dans les ressorts géographiques suivants :

Lot n°1	Ressort des tribunaux judiciaire des départements 04 et 05
Lot n°2	Ressort des tribunaux judiciaire des départements 13
Lot n°3	Ressort des tribunaux judiciaire du département 84.
Lot n°4	Ressort des tribunaux judiciaire du département 06.
Lot n°5	Ressort des tribunaux judiciaire des départements 83

#### Lot n°6:

Mission de conseil, de rédaction des conclusions et/ou de représentation de l'Urssaf Paca pour les dossiers à enjeux devant le pôle social des tribunaux judiciaires en première instance et/ ou en cour appel et / ou en cour d'appel de renvoi après cassation dans le ressort géographique de l'Urssaf Paca.

Il est précisé que l'Urssaf se réserve - s'agissant du volet civil des dossiers en matière de lutte contre le travail illégal, de confier le dossier au cabinet d'avocat en charge du dossier devant les juridictions pénales.

#### LOT 7 à 12

Tribunal de commerce, contentieux de l'exécution (juge de l'exécution ou équivalent), tribunal des activités économiques TAE, tribunal civil statuant en matière commerciale et cour d'appel y afférente : Mission de conseil, de rédaction des conclusions et de représentation lorsque le recours à un avocat est obligatoire ou sur demande de l'Urssaf Paca en fonction des besoins dans les ressorts géographiques suivants :

Lot n°7 Département 04 – cour d'appel d'Aix en Provence.

Lot n°8 Département 13 – cour d'appel d'Aix en Provence.

Lot n°9 Département 83 – cour d'appel d'Aix en Provence.

Lot n°10 Département 05 – cour d'appel de Grenoble.

Lot n°11 Département 84 – cour d'appel de Nîmes.

Lot n°12 Département 06 – cour d'appel d'Aix en Provence.

#### LOT 13

**Lots n°13 :** Tribunal de commerce, contentieux de l'exécution (juge de l'exécution ou équivalent), tribunal des activités économiques TAE, tribunal civil statuant en matière commerciale et cour d'appel:

1. Mission de conseil, de rédaction des conclusions et de représentation pour les dossiers à enjeux dans le ressort géographique de l'Urssaf Paca.
2. Mission de conseil quant à la prise de garantie (droit des suretés) au bénéfice de l'Urssaf Paca

#### LOT 14 :

**Lot n°14 :** Tribunal administratif et cour d'appel : Mission de conseil, de rédaction des conclusions et de représentation lorsque cette dernière est obligatoire ou sur demande de l'Urssaf Paca dans le ressort géographique de l'Urssaf Paca.

### ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de la notification il est renouvelable 3 fois tacitement. La durée totale du marché ne dépassera pas les quatre ans.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur avertira le titulaire par courrier recommandé trois mois

avant la date d'anniversaire du marché.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

#### **ARTICLE 4 - MODALITES FINANCIERES**

L'Urssaf Paca ne peut préjuger, à ce stade, de l'ampleur et de la nature des questions qu'elle sera amenée à poser. Par conséquent, le nombre de missions, leur durée et le volume de travail qu'ils impliquent ne peuvent être a priori fixés.

C'est pourquoi le présent marché est un accord-cadre s'exécutant au moyen de bons de commande. Le pouvoir adjudicateur n'est engagé sur aucun montant minimum.

Il est conclu sans montant minimum mais dans la limite sur la durée du marché pour chaque lot :

- De 100 000 € pour le lot 1
- de 500 000 € pour le lot 2
- de 100 000 € pour le lot 3
- de 300 000 € pour le lot 4
- de 500 000 € pour le lot 5
- de 400 000 € pour le lot 6
- de 100 000 € pour le lot 7
- de 100 000 € pour le lot 8
- de 100 000 € pour le lot 9
- de 100 000 € pour le lot 10
- de 100 000 € pour le lot 11
- de 100 000 € pour le lot 12
- de 400 000 € pour le lot 13
- de 400 000 € pour le lot 14

Les prix sont réputés comprendre notamment :

- Toutes les charges fiscales, sociales ou autres frappant la prestation (y compris les frais de déplacements sauf ceux supérieurs à 50 km aller dans les limites des frais de déplacements URSSAF (circulaire n°005-22 du 24 février 2022 de l'UCANSS)
- Les frais d'assurance.

#### **Frais de déplacement supérieurs à 50 km :**

Pour information, selon la tarification aujourd'hui en vigueur, il est prévu pour :

- Le Découcher :
  - 122,56 € par nuitée pour un découcher en zone 1 (Paris intra-muros) ;
  - 111,42 € par nuitée pour un découcher en zone 2 (Départements d'outre-mer et départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) ;
  - 94,70 € par nuitée pour un découcher en zone 3 (destination autre que les départements correspondant aux zones 1 et 2).
- Les Repas : La prise en charge du repas est exclusivement possible en cas de découcher. Le montant de l'indemnité forfaitaire de repas est de 26.13 €

Par ailleurs, le texte prévoit qu'en l'absence de présentation par le titulaire du marché de pièces justificatives, le remboursement s'effectue sur une base forfaitaire, dont le montant correspond au double de celui de l'indemnité forfaitaire de frais de repas. Cette indemnité est donc portée à 52,26 €.

Montant des indemnités kilométriques pour les véhicules automobiles :

Nombre de kilomètres parcourus dans l'année civile	Véhicule automobile de 5 CV fiscaux et moins	Véhicule automobile de 6 CV fiscaux et plus
Jusqu'à 10 000 km	0,64 euro/km	0,75 euro/km
Au-delà de 10 000 km	0,45 euro/km	0,65 euro/km

Montant des indemnités kilométriques pour les véhicules à deux roues :

- motocyclette (cylindrée supérieure à 125 cm<sup>3</sup>)..... 0,26 euro par km parcouru
- vélomoteur (cylindrée de 50 à 125 cm<sup>3</sup>)..... 0,21 euro par km parcouru
- cyclomoteur (cylindrée inférieure à 50 cm<sup>3</sup>)..... 0,17 euro par km parcouru

Transport par train : dans la limite de la seconde classe SCNF

Les prix doivent couvrir l'intégralité des prestations définies dans le CCP.

La monnaie de paiement et d'exécution du présent marché sera également l'euro (€).

Le délai global de paiement est de trente jours (30) à compter de la réception de la facture conforme. Le mode de règlement choisi par l'Urssaf Paca est le virement.

Les prestations à bons de commandes sont payées sous un délai de trente jours (30) maximum à compter de la réception de la facture par le service facturation, dans tous les cas après l'accomplissement de la prestation.

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux Articles L2191-8 et suivants du Code de la commande publique.

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

## **ARTICLE 5 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **5.1 Type de marché et étendue de la consultation**

Le marché est passé en application de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale, et de l'article L.2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée.

La présente procédure a fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié :

- au Journal Officiel de l'Union Européenne,
- au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP),
- sur le profil acheteur PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La présente consultation est divisée en 14 lots définis à l'article 2 du présent règlement de consultation.

Chaque candidat aura la possibilité de soumissionner pour :

- ☒ un lot,
- ☒ plusieurs lots,
- ☒ l'ensemble des lots.

## 5.2 Groupement et variante

### - Groupement :

#### Formes du groupement

En application des articles R.2142-19 et suivants du Code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer aux procédures de passation de marchés publics. Le groupement peut être conjoint ou solidaire.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations de ces derniers.

Le mandataire devra justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

#### Modification dans la composition du groupement en phase de passation :

En application de l'article R.2142-26 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

#### Interdictions dans le cadre d'un groupement

Conformément aux articles R 2142-21 et R2151-7 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter pour un même marché plusieurs offres à la fois comme candidat individuel et comme membre d'un groupement, ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

En application de l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Conformément à l'article R 2142-23, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

En vertu de l'article R 2142-25, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter l'accord-cadre.



- Variantes :

Conformément à l'Article R2151-8 et suivants du Code de la commande publique, aucune variante n'est autorisée.

### **5.3 Négociation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les trois premiers candidats par lot. Les négociations pourront porter sur le prix et/ou sur la valeur technique.

Le résultat des négociations fera l'objet d'une réponse écrite et d'un nouvel acte d'engagement et d'une éventuelle mise à jour des documents techniques de l'offre du candidat. Dans tous les cas, la négociation doit être impartiale et ne peut aboutir à transmettre des informations concernant les offres des opérateurs économiques tiers.

Il est procédé à un nouvel examen des offres remises après négociation et celles-ci sont classées de nouveau par application des mêmes critères d'attribution et système de pondération que lors de l'examen des offres initiales.

L'opérateur économique dont l'offre est classée première est désigné attributaire provisoire.

Il deviendra attributaire définitif après avoir fourni les copies certifiées conformes des justificatifs fiscaux et sociaux prévus aux Articles R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique.

### **5.4 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt jours (120) à compter de la date limite de réception des offres.

### **5.5 Réalisation des prestations**

Il appartient au candidat de vérifier que le cahier des charges ne comporte pas d'erreurs ou omissions qui pourraient conduire à la réalisation incorrecte ou incomplète des prestations demandées. Aucun supplément n'est accordé pour des prestations qui sont apparues nécessaires au cours de l'exécution du marché.

### **5.6 Modification de détail au dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit d'apporter, au plus tard six jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, soit de reporter la date limite fixée pour la réception du dossier.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 6 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation des entreprises comprend :

- L'Acte d'Engagement par lot et ses annexes financières
- Le présent Règlement de Consultation
- Le Cahier des clauses particulières
- Le cadre de réponse technique du lot concerné

## **ARTICLE 7 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation est gratuitement téléchargeable sur le profil acheteur de l'Urssaf Paca de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Les candidats sont invités à créer un compte sur la plate-forme de dématérialisation citée ci-avant, afin de pouvoir bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation (*en particulier réponses apportées à des questions de candidats, précisions et/ou rectifications du DCE.*).

## **ARTICLE 8 – CRITERES DE JUGEMENT**

L'examen des candidatures et des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2143-1 et suivants, et de l'article L.2152-1 et suivants.

### **8.1 Examen des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, en cas de pièces manquantes ou incomplètes, il peut être demandé à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur n'excédant pas dix (10) jours par application des Articles R.2144-2 et suivants du Code de la commande publique.

L'analyse des candidatures sera effectuée au regard des garanties, professionnelles, techniques et financières présentées par les candidats. L'ensemble de ces garanties est apprécié à valeur égale.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions de l'article R.2143-3 et/ou qui ne produisent pas ou ne complètent pas les pièces mentionnées dans le délai imparti, ne sont pas admis.

Les candidatures conformes sont examinées au regard des garanties professionnelles, techniques et financières produites. Compte tenu de l'objet du marché, toutes les garanties requises au titre de la candidature seront appréciées à valeur égale.

### **8.2 Jugement des offres**

Le choix du titulaire sera effectué en tenant compte uniquement des offres remises par les concurrents avant la date limite fixée.

En cas de discordance entre les différentes indications du prix figurant dans l'offre d'un fournisseur, l'indication en chiffres, hors TVA, figurant au bordereau des prix joint à l'Acte d'Engagement (AE), prévaudra sur toutes les autres indications.

#### **Pour les lots 1 à 5, et lots 7 à 12:**

- La valeur technique : 60%

#### **o Moyens affectés (30%)**

Le candidat présente les moyens humains mis en oeuvre spécifiquement pour assurer les prestations objet du marché.

L'expérience des intervenants proposés et l'adéquation aux prestations demandées.

Les curriculum Vitae de tous les collaborateurs et associés du cabinet d'avocat pouvant assurer les prestations du marché devront être communiqués.

#### **o Méthodologie d'exécution de la prestation (30 %) :**

Le candidat décrit dans son offre son organisation et sa méthodologie d'exécution des prestations conformément au cadre de réponse technique joint à la consultation.

- Prix : 40 %.

La note relative à ce critère sera attribuée en fonction de l'écart entre l'offre du candidat et l'offre la moins disante, sur la base du montant relevé dans le devis quantitatif estimatif. Ce montant pourra être corrigé si des erreurs sont relevées selon les tarifs du bordereau de prix unitaires.

Le calcul sera le suivant :

Note du critère prix du candidat = (offre la moins disante x 40.) / offre du candidat

**Pour les lots 6, 13 et 14 :**

- La valeur technique : 70%

o Moyens affectés (35%)

Le candidat présente les moyens humains mis en oeuvre spécifiquement pour assurer les prestations objet du marché.

L'expérience des intervenants proposés et l'adéquation aux prestations demandées.

Les curriculum Vitae de tous les collaborateurs et associés du cabinet d'avocat pouvant assurer les prestations du marché devront être communiqués.

o Méthodologie d'exécution de la prestation (35 %) :

Le candidat décrit dans son offre son organisation et sa méthodologie d'exécution des prestations conformément au cadre de réponse technique joint à la consultation.

Cette description concerne :

- Les modalités de gestion et de suivi des dossiers : secrétariat, outils etc...
- Le processus utilisé pour assurer les prestations liées à :
  1. la sécurisation juridique des actes de l'URSSAF,
  2. l'assistance et la représentation de l'URSSAF pour l'ensemble des étapes de la procédure.

- Prix : 30 %.

La note relative à ce critère sera attribuée en fonction de l'écart entre l'offre du candidat et l'offre la moins disante, sur la base du montant relevé dans le devis quantitatif estimatif. Ce montant pourra être corrigé si des erreurs sont relevées selon les tarifs du bordereau de prix unitaires.

Le calcul sera le suivant :

Note du critère prix du candidat = (offre la moins disante x 30.) / offre du candidat

Concernant le lot 13, le prix de la mission 2 sera pondéré à hauteur de 30%, le total des prestations de la mission 1 à hauteur de 70%.

Dans l'hypothèse où seules des offres techniquement insuffisantes ou financièrement trop coûteuses seraient présentées, l'URSSAF PACA pourrait décider de déclarer la procédure infructueuse.

Par ailleurs conformément à l'article R2185-1 et suivants du code de la commande publique, à tout moment la procédure peut être déclarée sans suite. Dans ce cas, l'acheteur communique aux opérateurs économiques ayant participé à la procédure, dans les plus brefs délais, les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas attribuer le marché public ou de recommencer la procédure.

Les candidats dont l'offre ne sera pas acceptée ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

**ARTICLE 9 – PRESENTATION DES OFFRES**

La langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation est le français.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

## **9.1 Au titre de la candidature**

### **Situation juridique – Références requises**

Les déclarations, certificats et attestations prévus aux Articles R2142-4, R2143-3, R2143-16, R2143-4, R2143-16, R2143-11, R2143-12, R2143-15 et R2143-16 du Code de la commande publique.

➤ Une lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses co-traitants dûment datée et signée (imprimé DC1) mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et précisera si ce groupement est conjoint ou solidaire. Dans ce dernier cas, la lettre fera apparaître les membres du groupement et sera signée par l'ensemble des membres ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ses membres.

Si le candidat se présente en groupement, celui-ci revêtira la forme solidaire.

➤ Une déclaration sur l'honneur (imprimé DC2) dûment datée et signée par la personne habilitée à l'engager, pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux Articles L 2141-7 et s et L 2341-1 et s du Code de la commande publique et à l'Article 16 de la loi 2014/87 relatif à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

**NB : Les imprimés cités ci-dessus sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante :**

**<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>**

➤ Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

➤ Pouvoir de la personne habilitée à engager l'entreprise (extrait Kbis, délégation de signature...).

### **Capacité économique et financière – Références requises**

➤ Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objets du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles.

➤ Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années.

➤ L'indication des titres d'études et professionnels pour l'ensemble des collaborateurs du cabinet d'avocat pouvant assurer la prestation. Les Curriculum Vitae devront mentionner l'ensemble de leurs titres et travaux (articles juridiques, formations dispensées, activités exercées).

➤ Une présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

➤ Attestations d'assurance pour les risques professionnels.

### **Référence professionnelle et capacité technique – Référence requise**

➤ La preuve de la qualification professionnelle (production d'un certificat d'aptitude à la profession d'avocat, inscription au barreau, mention de spécialisation).

➤ Dans le respect des règles déontologiques imposées par le règlement intérieur national de la profession d'avocat et l'Article 66-5 de la loi du 31 décembre 1971, les candidats produiront une liste des principales prestations effectuées dans le domaine objet du lot concerné indiquant, la date, le destinataire (nominatif sous

réserve de l'accord exprès et préalable des clients concernés) et le montant.

Si le candidat veut justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (lien de sous-traitance ou autres liens), ce dernier produit, pour chaque opérateur présenté, les documents visés ci-dessus ainsi qu'un engagement écrit de ces dits opérateurs.

## **9.2. Au titre de l'offre**

- Un acte d'engagement et ses annexes financières.
- Le cadre de réponse technique mentionnant le n° du lot associé, rempli et complété par un exemple « anonymisé » d'un acte juridique ou de procédure rédigé par le cabinet d'avocat.
- Tout autre document que le candidat estimera utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'appréhender au mieux le contenu de son offre.

Par ailleurs conformément à l'article R 2185-1 et s du code de la commande publique, à tout moment la procédure peut être déclarée sans suite pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

### **Réalisations des prestations :**

Il appartient au candidat de vérifier que le cahier des charges ne comporte pas des erreurs ou omissions qui pourraient conduire à la réalisation incorrecte ou incomplète des prestations demandées. Aucun supplément n'est accordé pour des prestations qui sont apparues nécessaires au cours de l'exécution du marché.

L'ensemble des informations concernant les documents traités par les machines sont fournis en annexe au CCATP, le candidat ne pourra se prévaloir d'une méconnaissance de ces données.

## **9.3 Attribution du marché**

Le pouvoir adjudicateur, préalablement à la notification du marché, demandera à l'attributaire de transmettre les copies certifiées conformes des justificatifs fiscaux et sociaux prévus aux articles R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique.

L'attributaire bénéficiera de sept jours (7) calendaires maximum pour remettre ces pièces. Le marché ne pourra être notifié au candidat que si celui-ci produit, dans le délai imparti, ces documents.

Ces documents devront être transmis au pouvoir adjudicateur tous les six mois par le Titulaire conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du Code du travail

## **ARTICLE 10 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES**

Conformément à l'Article R2132-7 du Code de la commande publique tous les échanges pendant la procédure de passation d'un marché public devront être dématérialisés. Ainsi, les candidats devront remettre leurs candidatures et leurs offres par voie électronique.

### **10.1 TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE**

Concernant les autres pièces du DCE, la transmission électronique est la règle. Les candidatures et offres devront être déposées par voie électronique, conformément à l'article 2132-7 du code de la commande publique.

Le dépôt de l'offre et de la candidature, dûment signées manuscritement où au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux exigences de ces textes, devra se faire via le site Place. La signature électronique n'est pas obligatoire.

Les dossiers remis sur la plate-forme de dématérialisation après la date et l'heure limites de réception des offres ne seront pas retenus. Pour constituer son offre, le candidat devra transmettre des fichiers établis selon l'un des formats détaillés à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Lorsque le pouvoir adjudicateur détecte dans un document transmis par voie électronique un programme informatique malveillant (virus), il procède selon les modalités fixées dans les arrêtés visés ci-dessus. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Pour la conclusion et la notification du marché, l'offre transmise par voie électronique sera rematérialisée par le pouvoir adjudicateur sous format papier.

En application de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, les certificats de signature conformes au Référentiel général de sécurité (RGS) seront acceptés dès le 1er octobre 2012 (niveaux \*\* et \*\*\* RGS). Les formats de signature de référence acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES.

## **10.2 COPIE DE SAUVEGARDE**

Les candidats peuvent effectuer une transmission par voie dématérialisée de leur candidature et offre et envoyer en parallèle, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents dans les conditions suivantes :

En cas de dépôt sur place, les copies de sauvegarde devront être remises contre récépissé, exclusivement à l'accueil du siège de l'Urssaf de Provence-Alpes-Côte d'Azur, du lundi au vendredi, entre 9h00 et 12h00 ou entre 14h00 et 16h00, et ce avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la première page du présent document, à l'adresse suivante :

**Urssaf de Provence-Alpes-Côte d'Azur HD**  
**Service Achats & Marchés**  
**20 avenue TSA 99999**  
**13287 MARSEILLE Cedex 09**

Le candidat devra placer la copie de sauvegarde dans un pli scellé comportant la mention lisible "**copie de sauvegarde - MAPA 04/2025 Marché de prestation juridiques – 14 lots**".

La copie de sauvegarde ne pourra cependant être prise en compte par l'acheteur que dans des conditions précises. Il faut en particulier que la transmission de la réponse électronique initiale ait commencé avant la fin de la consultation.

L'ouverture du pli contenant la copie de sauvegarde par le pouvoir adjudicateur interviendra dans les conditions fixées par l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

## **ARTICLE 11 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les candidats peuvent utiliser les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>) pour demander des renseignements complémentaires.

Les renseignements complémentaires sur le dossier de consultation sont communiqués par le pouvoir adjudicateur sur demande des opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite de remise des

offres.

## **ARTICLE 12 -PROCEDURES DE RECOURS**

En cas de litige survenu dans l'exécution du présent marché et qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile. A défaut de règlement du litige à la suite de la mise en œuvre de la procédure d'arbitrage, les deux parties entendent le soumettre à la juridiction de droit commun du siège de l'Urssaf, à savoir le Tribunal judiciaire de Marseille.

Les coordonnées du tribunal sont les suivantes :

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MARSEILLE  
6, rue Joseph Autran – 13281 Marseille cedex 6  
Tél: 04.91.15.50.50